

l'alliance anglo-japonaise. En passant, je pourrasi souligner que, dans l'optique de l'apparat qui accompagne aujourd'hui les pérégrinations mondiales de nos diplomates et de nos hommes d'État, il est intéressant de rappeler que pour aller à cette conférence où il était pourtant censé s'opposer aux grands esprits du temps à ce moment-là en Angleterre: Lloyd George, Churchill, Curzon et Birkenhead, et, le dernier nommé, mais non le moindre, le fameux original d'Australie, M. Hughes—il était censé s'opposer à eux tous—M. Meighen n'a cependant amené avec lui qu'un adjoint du ministère des Affaires extérieures, M. Loring Christie, son secrétaire particulier, M. Charles Armstrong, et un autre homme qui lui servait de sténographe: ils étaient trois en tout. Toutefois, pendant le mois passé à Londres, comme je l'ai dit, alors qu'il s'opposait à l'élite des hommes d'État de la Grande-Bretagne, il a combattu tout seul jusqu'à ce qu'il réussit à gagner son point, ce qui a amené la convocation, la même année, de la conférence de Washington sur le désarmement.

Voici ce que je veux faire ressortir au sujet de la réunion. Il y avait là les membres de l'ancien Commonwealth: le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde et l'Afrique du Sud. Or, pendant cette conférence, tandis qu'on discutait de l'alliance anglo-japonaise et de tous ses effets sur la politique mondiale, il y avait naturellement des débats très prolongés sur la sécurité, la sécurité la plus délicate. Honorables sénateurs, voici ce que je vous demande aujourd'hui: une conférence de ce genre pourrait-elle avoir lieu entre les membres du Commonwealth d'aujourd'hui?

L'autre question qui se présente à nous tous alors que nous parlons du Commonwealth est celle-ci: quelles conditions doivent remplir aujourd'hui les pays membres du Commonwealth? Pour être membre des Nations Unies, le critère, auquel on se conforme plutôt vaguement, je l'avoue, est qu'un pays doit être ami de la paix. Disons-nous que le critère de l'appartenance au Commonwealth est qu'un pays respecte la liberté humaine, l'indépendance, la justice civile, les libertés civiles, le droit de s'assembler librement et la liberté de la presse? Je vous demande de jeter un coup d'œil sur le Ghana, où M. Nkrumah a congédié incontinent son ministre de la Justice, supprimé son Parlement, créé un État à parti unique et fait enlever de la monnaie du pays l'effigie de Sa Majesté la reine.

Je vous demande d'examiner les états de service de M. Ian Smith, en Rhodésie du Sud. Quel respect de la justice y trouvons-nous? Il y a eu la semaine dernière, dans ce pays, des élections doubles, deux sortes d'élections. Certains citoyens avaient le droit

de voter pour 65 sièges à l'Assemblée, et d'autres pour 15 sièges. Ayant obtenu sa majorité par ces moyens, M. Ian Smith déclare maintenant que si cela n'est pas acceptable au Royaume-Uni, il déclarera l'indépendance de la Rhodésie. Ma foi, la Rhodésie n'est pas membre de plein droit du Commonwealth, mais elle y serait la bienvenue, et si nous entendons discuter du Commonwealth au sein de ce futur comité, il serait juste de s'interroger sur des pays comme le Ghana, la Rhodésie, le Kenya, et ainsi de suite. Car je suis convaincu, honorables sénateurs, qu'on affaiblit et qu'on diminue l'affection, le respect, l'amour que les peuples éprouvent pour le Commonwealth lorsqu'on y accepte des membres comme ceux-là.

Je sais qu'il y a des réponses aux questions que je pose, et l'une d'elles est: Ma foi, pourquoi ne pas les garder dans le Commonwealth? M. Nkrumah ne sera pas toujours avec nous, et ses successeurs seront peut-être dans d'autres dispositions d'esprit. C'est là un argument, mais je ne crois pas qu'il soit convaincant. Bien plus, je sais qu'en Grande-Bretagne, à l'heure actuelle, on a de moins en moins de respect pour la position du Commonwealth. En fait, la première fois que j'ai eu l'honneur de parler en cette Chambre, j'ai dû faire observer, ce qui, à mon sens, était vrai, que les membres du cabinet Macmillan, à Londres, appuyé par une aile du parti conservateur mais non par le peuple britannique, s'occupait à ravalier le Commonwealth comme puissance commerciale potentielle. Et hier soir, mon distingué ami, le sénateur Roebuck, déclarait que c'était là une des choses que nous pourrions discuter dans ce comité, la puissance commerciale potentielle du Commonwealth. Le potentiel commercial du Commonwealth n'était pas accepté ou appuyé d'emblée dans notre pays il y a deux ans, et cela à un moment où M. Heath et ses acolytes sacrifiaient les intérêts du Commonwealth.

J'en viens maintenant à Chypre. Lorsqu'on a décidé il y a un an d'y envoyer des troupes canadiennes, le leader du gouvernement au Sénat, le sénateur Connolly (Ottawa-Ouest), a fait ici une déclaration sur la position prise par le gouvernement. Cela était conforme à son désir, auquel il a donné suite loyalement et avec distinction, de relever le prestige de cette Chambre. Mais, honorables sénateurs, qu'est-ce qu'on nous a appris sur Chypre depuis? Le soir où le leader du gouvernement a fait cette annonce, je lui ai demandé, à tout hasard, si d'autres pays, et en l'occurrence combien, s'allieraient au Canada dans cette mission pour le maintien de la paix. Il a